**MAIRIE DE SAINT-NIC**

12, rue du Ménez-Hom 29550 SAINT-NIC

🕾: 02 98 26 50 36

Courriel : [commune-stnic@wanadoo.fr](mailto:commune-stnic@wanadoo.fr)



**Marché n° 2017MAPA01**

**REVITALISATION DU CENTRE-BOURG**

**RÉALISATION D’UN SCHÉMA DIRECTEUR**

**POUR L’AMÉNAGEMENT DU CENTRE-BOURG DE SAINT-NIC**



**Cahier des Clauses Techniques Particulières**

**Marché à procédure adaptée**

**établi en application de l’article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016**

**Date limite de remise des offres :**

**le vendredi 08 septembre 2017 à 12 heures**

**PRÉAMBULE**

Saint-Nic est une commune rurale et littorale du Pays du Porzay située sur l’axe reliant la Cornouaille à la Presqu’Île de Crozon. Elle est distante d’une quinzaine de kilomètres de Châteaulin. La commune compte 765 habitants (Insee 2014) et connait une légère croissance démographique depuis dizaine d’années.

Située en baie de Douarnenez, la commune dispose de potentialités touristiques, notamment liées à la plage de Pentrez, sa proximité au Ménez-Hom et son patrimoine (église, chapelle, calvaires, croix, fontaines, dolmens…).

Le centre-bourg compte peu de commerces : une boulangerie-épicerie, un café et une auberge ouverte uniquement sur réservation. L’ancien restaurant, « Le Central », est loué par une association qui a pour projet d’organiser des expositions et vernissages sur le thème des contes et légendes en Bretagne. D’anciens commerces, transformés en logement, ont conservé leurs vitrines, reflétant le manque de dynamisme du centre-bourg.

En ce qui concerne les services et équipements, l’offre de centre-bourg est relativement importante. La proximité des équipements (école, restaurant scolaire, bibliothèque, terrain multisports, salle communale…) et les liaisons douces permettant de les rejoindre sont un atout pour le centre-bourg.

Les possibilités de stationnement sont relativement importantes par rapport à l’offre commerciale et aux équipements.

Le centre-bourg compte peu de lieux de convivialité, de rencontres. Le parking et l’espace enherbé, situé à proximité de la bibliothèque, au croisement de plusieurs cheminements piétons, fait office de centralité.

L’habitat du centre-bourg est majoritairement individuel. Des maisons de centre-bourg bordent la route principale (D63) reliant Douarnenez et Quimper à la Presqu’Île de Crozon. La présence de logements inoccupés et les façades dégradées de certains bâtiments renvoient une image négative du centre-bourg. Toutefois, il est à noter que des travaux sont en cours sur plusieurs bâtiments inoccupés et/ou dégradés.

Concernant la vie associative de la commune, Saint-Nic compte une quinzaine d’associations, dont certaines utilisent régulièrement les salles communales situées en centre-bourg (ateliers manuels du Club de Rencontre, réunions du Conseil Municipal des Jeunes…).

Dans ce contexte et constatant des potentialités en centre-bourg, les élus de la municipalité ont souhaité engager une démarche de réflexion sur son devenir.

Une analyse préliminaire de la vitalité du centre-bourg a été réalisée par Finistère Ingénierie Assistance afin d’aider les élus à mieux cibler leurs objectifs et leurs attentes dans le cadre de la démarche.

Les principaux éléments qui ressortent de cette première analyse ont été partagés avec les élus et les enjeux suivants ont été soulevés :

* En matière d’habitat :

☞ l’inoccupation de logements (vacance…) et un défaut d’entretien entraînant une image négative du centre-bourg (façades dégradées…) ;

☞ le manque d’offre de logements pour les jeunes ménages ;

* En matière de commerce :

☞ le maintien des activités existantes ;

☞ l’image négative renvoyée par les vitrines vides des anciens commerces ;

* En matière d’espaces publics :

☞ une centralité à créer ;

☞ des espaces publics ponctuels à requalifier pour leur donner un rôle de lieu de vie agréable et recherché par les habitants ;

☞ la sécurité et le confort des modes doux dans la traversée du bourg.

* En matière de vie locale :

☞ des animations, notamment associatives, à renforcer

# OBJET DE L’ÉTUDE

Il s’agit de réaliser un schéma d’aménagement directeur du centre-bourg, outil d’aide à la décision pour l’aménagement futur de la commune.

Au travers d’un diagnostic approfondi, l’étude devra permettre d’identifier les opportunités de la commune et des orientations d’aménagement et de développement ainsi que de définir un programme d’action à court, moyen et long terme.

Ce programme d’actions devra être en parfaite adéquation avec les capacités de la collectivité (tant financière que d’implication des élus et habitants) et les politiques supra-communales existantes. Un échéancier de réalisation réaliste sera proposé.

# PÉRIMÈTRE DE L’ÉTUDE

L’étude devra englober l’ensemble du centre-bourg depuis l’église situé au sud sur la route allant vers Douarnenez et Quimper, jusqu’aux abords de l’école au nord et jusqu’à la limite de l’urbanisation du bourg sur la route de Châteaulin.



1. Périmètre d'étude opérationnel  
Source : IGN, Géoportail

L’ensemble du bourg devra être pris en compte dans l’étude pour assurer une cohérence de l’aménagement de ce secteur avec le reste du territoire communal.

# PILOTAGE DE L’ÉTUDE

La commune de Saint-Nic assure la maîtrise d’ouvrage de l’étude.

Le comité de pilotage se réunira à minima à chaque fin des phases de l’étude. Il aura la charge d’apporter un avis, des remarques ou des demandes de modifications sur les rendus présentés par le titulaire du marché. Les co-financeurs de l’étude y participeront. Le comité de pilotage se composera, au minimum, de représentants des organismes suivants :

* Commune de Saint-Nic
* Finistère Ingénierie Assistance
* Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay
* Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Finistère (DDTM)
* Service Territorial de l’Architecture et du Patrimoine du Finistère (STAP)
* Conseil d’Architecture, d’Urbanisme et d’Environnement (CAUE)
* Conseil Départemental : Direction des Routes et des Infrastructures de Déplacement (DRID)
* Chambre(s) consulaire(s)

# CONCERTATION DE LA POPULATION ET DES ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT DU CENTRE-BOURG

L’association de la population en cours d’élaboration du projet est l’un des gages de réussite pour le mener à son terme.

Il est attendu du titulaire qu’il propose une démarche de concertation et/ou d’association des habitants à la co-production du projet.

L’offre du bureau d’études comprendra à minima :

* 2 ateliers de concertation
* 1 réunion publique d’information
* Une visite de type diagnostic en marchant
* Une exposition sous forme de panneaux en mairie
* La mise à disposition d’un registre
* Des propositions d’actions de sensibilisation et d’animation qui permettront de participer à la communication du projet auprès d’un public le plus large possible (moments festifs, visites d’opérations similaires, chantier école, …)

et la préparation des supports pour ces réunions.

Le titulaire proposera le public cible à associer selon les enjeux et en fonction du projet (ex : membres du tissu associatif, commerçants, élèves de l’école…).

**Les candidats pourront toutefois proposer une démarche de concertation différente.**

# PHASE 1. DIAGNOSTIC PARTAGÉ DU CENTRE-BOURG

Bien que le niveau de détail de certains éléments du diagnostic doive être relativement approfondi, les candidats doivent bien avoir à l’esprit deux aspects importants, au moment de l’élaboration de leur offre :

1. l’échelle de la commune : il s’agit d’une commune rurale de 765 habitants environ (Insee 2014) et les enjeux de l’étude portent sur le centre-bourg.
2. l’existence de nombreuses données au sein des services : Plan Local d’Urbanisme (PLU), Programme Local de l’Habitat (PLH)…

Les données statistiques et documentaires qui seront recherchées et analysées devront apporter une vraie plus-value à la connaissance des différentes thématiques.

Quant à l’analyse qui en sera faite, elle aura comme objectif d’apporter un regard neuf et extérieur pour aider les élus à appréhender leur projet avec le recul nécessaire.

Par ailleurs, la plus-value du titulaire du marché reposera sur sa capacité à faire ressortir puis retraduire l’avis et le regard que porte la population (simples habitants, visiteurs, milieu associatif, élus municipaux, commerçants, enfants…) sur sa commune et sur ce qu’elle estime être les facteurs de réussite du projet d’aménagement et d’organisation du centre-bourg.

## DIAGNOSTIC EN MATIÈRE DE LOGEMENT ET D’HABITAT

### Recueil des données disponibles et attendus de l’étude sur le périmètre restreint du centre-bourg

La commune et la Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay dispose déjà de nombreux éléments de connaissance du territoire communal en matière d’habitat, notamment au travers :

* des dispositifs OPAH, et de leurs bilans
* des documents d’urbanisme
  + le Programme Local de l’Habitat (PLH) 2014-2019, élaboré par Quimper Cornouaille Développement
  + le Plan Local d’Urbanisme (PLU), en cours d’élaboration
* de l’Observatoire de l’Habitat en Cornouaille de 2016
* du fichier de la demande de logements sociaux
* des données statistiques INSEE
* des données sur la construction de logements (permis de construire, lotissement en cours, notamment)

Il s’agira donc dans un premier temps de recueillir toutes ces données et d’en faire ressortir toutes les informations concernant plus spécifiquement la commune de Saint-Nic.

Une mise en perspective avec les données des communes voisines ou d’autres territoires comparables, permettra d’identifier les spécificités de Saint-Nic.

De surcroit, l’attention des candidats est attirée sur le fait que ces données renseignent, pour la plupart, sur l’ensemble du territoire communal. **Or, le principal objectif de l’étude est d’apporter de nouveaux éléments de connaissance sur le périmètre du centre-bourg.**

Les candidats devront donc expliquer dans leur offre la manière dont ils comptent mener leur travail afin d’identifier les problématiques logement du centre-bourg.

L’étude permettra notamment de déterminer les caractéristiques du logement en centre-bourg (typologie, part du locatif, prix du marché et tension, segments du marché : habitat temporaire, première location, primo-accession, seconde accession, logement adapté au vieillissement…, etc.), son potentiel et les besoins, notamment au regard des différentes étapes du parcours résidentiel.

La municipalité note un manque d’offre de logement pour les jeunes ménages. La réalisation d’un lotissement au nord du bourg est prévue.

### Rencontre des professionnels de l’immobilier

L’analyse de ces données devra s’appuyer sur un **diagnostic « à dire d’acteurs ».** Le titulaire devra interroger les professionnels de l’immobilier intervenant sur le territoire de la commune et plus largement sur celui de l’intercommunalité : agents immobiliers et notaires principalement.

L’objectif de ces rencontres est d’identifier les tendances du marché sur la commune et les communes voisines : les profils des acheteurs, les types de biens recherchés, le niveau de l’offre, l’offre et la demande en locatif, comparatif avec les tendances sur les communes voisines, le rythme de la construction, les montants et le rythme des transactions immobilières et foncières, etc.

### Le logement social et les perspectives

Dans le domaine du **logement social**, une analyse de l’offre et de la demande devra être faite afin que les élus disposent d’éléments précis sur le nombre de logements, leur typologie, leur état général, les niveaux de loyers appliqués, la vacance et le taux de rotation des logements. Le fichier départemental de la demande en logement social pourra utilement être exploité être exploité et fournir de nombreuses réponses (informations disponibles auprès de la communauté de communes).

Les projets des bailleurs en terme de réhabilitation, de vente du leur patrimoine ou de construction devront être identifiés. L’ensemble des bailleurs présents sur la commune, ainsi que ceux susceptibles d’être intéressés par des projets sur la commune devront être rencontrés.

## ANALYSE DU POTENTIEL COMMERCIAL ET ARTISANAL DU CENTRE-BOURG

Trois activités commerciales se situent dans le centre-bourg : une boulangerie-épicerie, un bar et une auberge. Le bâtiment abritant la boulangerie-épicerie a été acquis en juin 2015 par la collectivité. Un ravalement de façades est prévu prochainement.

Le déclin de l’offre commerciale s’observe par la présence de vitrines vides résultant du changement de destination d’anciens commerces en logement. L’ancien bar, « le Central », héberge aujourd’hui une association organisant des expositions et vernissages sur le thème des contes et légendes en Bretagne (bail précaire).

La revitalisation du centre-bourg passera par la pérennisation des activités existantes, voire la création de nouvelles.

Pour pouvoir mesurer ce potentiel et permettre à la commune de savoir si elle doit mener des actions volontaristes dans ce domaine, il sera demandé au titulaire du marché d’analyser l’environnement commercial et artisanal à l’échelle intercommunale et d’identifier le(s) secteur(s) d’activités susceptible(s) de trouver une part de marché, puis d’en d’évaluer le niveau de compétitivité.

Pour les activités existantes, une analyse de leur évolution possible à 5-7 ans permettra aux élus de mesurer leur pérennité pour le cas échéant, mettre en place une stratégie globale de développement en commun avec les commerçants.

## DÉFINITION DES BESOINS EN ÉQUIPEMENTS PUBLICS

La commune s’avère d’ores et déjà bien dotée en équipements publics en centre-bourg (école, restaurant scolaire, bibliothèque, mairie, agence postale communale, salles communales, terrain multisports, stade à 500 mètres…).

Dans un premier temps, le volet équipements publics de cette étude consistera à faire un état des lieux de ces équipements ainsi que de la vie associative locale. En lien avec les associations, il s’agira de connaître leurs besoins et attentes.

Ensuite, un état technique et sanitaire des salles communales devra être réalisé. Ces salles accueillent plusieurs associations communales. Étant donné leur position stratégique et leur utilité, il est convenu de les conserver. Cependant, présentant des défauts notamment en matière d’acoustique et d’accessibilité, une réflexion devra être menée sur les améliorations possibles. En lien avec les élus et les besoins exprimés par les associations, une enveloppe prévisionnelle sera déterminée.

Un projet d’extension et de rénovation de l’école est en cours et déjà bien avancé (études d’avant-projet définitif). Ce projet n’inclut pas la propriété voisine acquise récemment par la commune de Saint-Nic. Le prestataire devra d’une part, réaliser un état technique et sanitaire de cette propriété puis d’autre part, accompagner la réflexion des élus sur son devenir.

## ANALYSE ET DIAGNOSTIC DES BIENS MOBILISABLES

Un référentiel foncier sera réalisé par le prestataire afin de déterminer le potentiel foncier du centre-bourg de Saint-Nic en renouvellement urbain (bâti vacant, en vente, à l’abandon, pollué ; dent creuse ; parcelle densifiable…). Il s’agit d’abord d’identifier les opportunités foncières puis d’adopter une stratégie les concernant. La méthodologie développée par l’Établissement Public Foncier de Bretagne concernant le recensement et la qualification des gisements peut être reprise et adaptée si nécessaire (EPFB - fiches méthodologiques n°3 et 4).

Parmi les biens mobilisables, une attention sera portée sur le bâtiment en ruines jouxtant la boulangerie-épicerie. Des réflexions ont déjà été engagées par la municipalité quant à son possible devenir (locaux de services, salle de réunions…). Le prestataire assistera la municipalité dans sa réflexion sur la future destination du bien. Une étude d’opportunité et de faisabilité sera réalisée.

## DIAGNOSTIC DES ESPACES PUBLICS

Le diagnostic des espaces publics portera sur les aspects fonctionnels notamment la structure du réseau viaire, les différents modes de déplacements, le stationnement, la circulation, les points noirs, le mobilier urbain… Les déplacements et parcours en partance ou à destination du centre-bourg mais aussi ceux traversant le bourg seront étudiés par le prestataire.

Par ailleurs, un état précis de l’accessibilité de la voirie devra être réalisé (Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées).

Le titulaire réalisera une analyse des usages. Le diagnostic comportera également une approche sensible faisant référence aux ambiances, aux perceptions ainsi qu’à l’image du centre-bourg.

Le diagnostic des espaces publics devra prendre en compte les différentes temporalités (jour, nuit, saisons, évènements…).

Enfin, le titulaire apportera sa propre analyse architecturale et paysagère.

Les candidats feront apparaitre dans leur offre la manière dont ils vont construire le diagnostic des espaces publics à partir des apports des usagers, d’une part et de leur vision « d’expert », d’autre part.

L’ensemble de ces éléments d’analyse devra être cartographié de manière à mettre en évidence les espaces publics de qualité et ceux qui nécessitent d’être améliorés voire totalement revus.

***Méthodologie suggérée pour la réalisation du diagnostic partagé***

L’approche demandée pour la réalisation du diagnostic partagé peut s’inspirer de l’outil développé par l’Établissements Public Foncier de Bretagne : « Décodez votre centre-bourg avec les yeux d’un usager ». Si la méthode peut être adaptée par le titulaire, il n’en demeure pas moins que la plupart des aspects suivants pourront faire l’objet d’une analyse : l’ambiance et l’impression donnée par le centre-bourg, les marqueurs de centralité, la perception que l’on peut avoir de l’implication des habitants dans la vie du centre-bourg, la place des enfants et des jeunes, les parcours du quotidien et leur niveau de sécurité, le stationnement, les transports en commun…

S’il le souhaite, le titulaire pourra profiter de la démarche de concertation publique demandée dans le cadre de cette étude, pour mener cette analyse.

# PHASE 2. DÉFINITION DE LA STRATÉGIE DE REVITALISATION

À partir du diagnostic, le titulaire devra engager une phase d’émergence des enjeux et objectifs que la commune souhaite retenir. Au cours de cette phase, le titulaire devra proposer une méthodologie de travail afin que les conditions d’un véritable échange soient mises en place.

Pour accompagner les élus dans la définition de leurs enjeux, objectifs et priorités, une implication des acteurs suivants devra être organisée :

* La population avec une attention particulière pour les différents types de public suivants : enfants et jeunes, personnes âgées, associations, commerçants ;
* Les partenaires institutionnels : Communauté de communes, Conseil départemental, Chambres consulaires, Etablissement Public Foncier de Bretagne le cas échéant, DDTM…
* L’ensemble du conseil municipal

Il sera donc demandé au titulaire d’accompagner les élus dans le « mûrissement » du projet en leur donnant les clés pour avancer dans la réflexion.

Il s’agira bien de proposer une méthode consolidée de :

* Concertation de la population en faisant des habitants participants, des contributeurs voire co-constructeurs du projet ;
* Implication des partenaires en fonction des thématiques soulevées (habitat, lecture publique, commerce…), en ayant au préalable bien identifié les personnes susceptibles d’apporter un avis et une contribution ;
* Appropriation de la démarche par l’ensemble des élus municipaux et des services.

# PHASE 3. DÉTERMINATION DES ACTIONS À METTRE EN ŒUVRE

Le titulaire devra établir un programme d’actions en cohérence avec les enjeux, objectifs et priorités établis au cours de la phase 2 et clairement validés par le Comité de pilotage.

Il sera également attentif à proposer des actions compatibles avec les possibilités financières de la commune et dont les coûts d’exploitation resteront proportionnés aux capacités de la commune (voire de la communauté de communes s’il s’agit d’opérations à mener à l’échelle intercommunale). Il devra s’attacher à proposer des actions d’ampleur différente. Il devra ainsi proposer des actions qui nécessitent peu d’investissement financier ou qui reposent davantage sur l’implication des acteurs de la commune (associations, riverains, élèves de l’école…).

1. **ACTIONS S’APPUYANT SUR LA DYNAMIQUE LOCALE**

À partir de la perception que peuvent avoir les habitants et visiteurs de la commune sur la vitalité ressentie et vécue du centre-bourg, le titulaire devra identifier une série d’actions nécessitant peu ou pas d’investissement financier et humain pour la collectivité mais qui permettront malgré tout d’agir sur la vie du centre-bourg.

Ces petites actions nécessiteront une implication des habitants, des associations, des élèves de l’école, des commerçants, mais aussi de l’équipe municipale. Elles pourront prendre différentes formes, par exemple :

* création de petits évènements : exposition des œuvres d’artistes membres d’une association, des élèves de l’école, animations pour faire redécouvrir le patrimoine communal…
* amélioration de la signalétique, du jalonnement de chemins piétons…
* mise en valeur de petits espaces publics (jeux pour enfants, bancs...)

Le titulaire devra être force de proposition pour imaginer d’autres actions, mais également pour faire en sorte que la population puisse contribuer à l’émergence d’idées dans le cadre de la concertation.

1. **RÉALISATION D’UN SCHÉMA DIRECTEUR D’AMÉNAGEMENT DU CENTRE-BOURG**

### Orientations générales

Il s’agit de proposer un schéma directeur global et cohérent avec les enjeux de la commune permettant de maintenir une vitalité en centre bourg.

Cette phase devra aboutir à un projet urbain concerté et partagé au travers d’un ou deux scénarios de programmation et d’aménagement du centre-bourg. Les propositions émises devront prendre en compte les enjeux des différents partenaires exprimés lors des réunions de comité de pilotage.

Il s’agit de définir les principes généraux d’aménagement du centre-bourg. Le croisement et la mise en perspective des pistes de réflexions engagées lors des ateliers, des enjeux de développement durable du bourg, et de l’identification d’un gisement foncier et immobilier doit aboutir au dessin d’un projet urbain faisant apparaître les potentialités d’évolution du tissu urbanisé du centre bourg. Ce dessin permet d’envisager le développement du bourg dans le temps en concentrant son développement sur l’enveloppe urbaine existante. À ce stade, l’ensemble des opérations issues de la définition des enjeux et objectifs partagés avec les élus en phase 2, devront être intégrées dans le parti d’aménagement.

Dans la prise en compte nécessaire du développement durable, le projet urbain du centre-bourg devra aborder les points suivants :

* Les grandes orientations urbaines pour le développement du centre-bourg, l’organisation des circulations et des espaces publics, l’identification des secteurs stratégiques
* La stratégie commerciale et artisanale
* La stratégie et la programmation en matière d’habitat, les interventions à prévoir sur le bâti existant
* Les enjeux de développement durable (mobilité, gestion de l’eau, énergie,..)

### Programme d’actions

En fonction du scenario retenu, un programme d’actions hiérarchisé et précisant les actions à réaliser à court, moyen et long terme devra être réalisé.

Concernant le schéma de fonctionnement global du centre-bourg, il est attendu une programmation détaillée sur les actions envisagées à court terme et une pré-programmation sur celles envisagées à moyen terme.

**L’étude doit permettre aux élus d’obtenir, pour chaque opération identifiée à court terme (espaces publics, commerce, habitat), les éléments d’aide à la décision suivants :**

* **la faisabilité technique,**
* **l’esquisse,**
* **l’estimation financière,**
* **les procédures juridiques éventuelles à prévoir,**
* **le planning de réalisation de l’opération**

**Il s’agira de mettre à la disposition des élus des éléments de programmation suffisamment détaillés pour activer la phase opérationnelle à l’issue de cette étude.**

**Les candidats devront expliquer très clairement dans leur offre le niveau de rendu afin de répondre à cette exigence du présent cahier des charges.**

Quant au bâti, sur la base des biens identifiés par les élus, le titulaire devra approfondir l’analyse pour qualifier plus précisément ces biens :

* qualité architecturale et forme urbaine,
* estimation des coûts (acquisition, éventuelle déconstruction, réhabilitation, dépollution),
* potentiel d’aménagement (topographie, accessibilité, exposition, surface constructible suffisante, réseaux…),
* dureté foncière.

Pour réaliser ce travail, il pourra s’inspirer de la méthodologie proposée par l’Établissement Public Foncier de Bretagne concernant la priorisation des gisements (EPFB - fiche méthodologique n°5).

Certains bâtiments ont déjà identifiés par les élus. Il s’agit notamment des salles communales et de la ruine attenante à la boulangerie-épicerie.

# COMPÉTENCES DE L’ÉQUIPE

Pour mener à bien cette étude, le prestataire devra combiner obligatoirement des compétences dans les domaines suivants :

* Développement local et/ou sociologie urbaine, avec une pratique en milieu rural
* Urbanisme (avec une bonne pratique en renouvellement urbain)
* Architecture (avec une bonne connaissance de la réhabilitation en bâti ancien)
* Paysage
* Développement commercial

**Le mandataire du groupement sera le prestataire compétent en développement local et/ou sociologie urbaine ou en urbanisme.**

Les autres compétences dans les domaines de la programmation, de la prospective et de l’énergie mais également des compétences en montage d’opérations seront appréciées et le candidat pourra proposer toutes autres compétences non identifiées ici mais qu’il estimerait utile au bon déroulement de la mission.

Le titulaire s’engage à désigner un chef de projet. Ce chef de projet :

* + sera l’interlocuteur privilégié du maître d’ouvrage ;
  + réalisera une part significative de l’étude ;
  + sera obligatoirement présent lors des réunions de présentation des travaux au groupe de pilotage.

Le titulaire du marché s’engage à respecter la composition de l’équipe, telle qu’elle figure dans sa proposition.

# PLANNING ET DÉLAIS

Le délai d’exécution de l’étude est fixé à 6 mois, hors délai d’approbation de chacune des phases.

Le prestataire retenu proposera, dès le lancement de l’étude, un échéancier prévisionnel de répartition de la durée de chacune des phases de la prestation, intégrant les dates du comité de pilotage et des réunions d’étape avec le maître d’ouvrage.

Si un avenant vient prolonger la durée de l’étude, le prestataire retenu en tiendra compte pour proposer une mise à jour de son échéancier.

Par ailleurs, la commune devra avoir reçu :

* **Sept jours** au moins avant la date de chaque comité de pilotage, les documents qui serviront d’appui au titulaire pour la présentation de son travail ;
* **Sept jours** au plus après la date de la réunion, le relevé de conclusions de la réunion rédigé par le bureau d’étude, ainsi que les documents corrigés en fonction des remarques formulées lors du Comité de pilotage ou dans les jours qui auront suivi la réunion.

# DOCUMENTS REMIS PAR LE TITULAIRE

Les documents intermédiaires et définitifs de l’étude se feront en couleur, sous forme de rapport papier et de documents numériques aux formats classiques de type **.doc**, **.xls**, **.pdf**, **.jpg**, **.dxf**. Les documents cartographiques éventuels seront rendus en couleur au format A3 ainsi qu’en version numérique.

À l’issue de chaque phase du travail, et afin de les valider, le titulaire du marché remettra un rapport rédigé et accompagné des documents graphiques l’illustrant en 2 exemplaires dont un exemplaire reproductible et un exemplaire figurant sur support numérique.

La présentation en réunion de comité de pilotage se fera sous la forme d’un diaporama dont le contenu sera une synthèse du rapport.

Il remettra au terme de l’étude :

* Un rapport final accompagné des documents graphiques l’illustrant en 2 exemplaires dont un exemplaire reproductible et un exemplaire figurant sur support numérique ;
* Un rendu numérique dans un format standard de toutes les données collectées lors de l’étude. Les formats utilisés devront permettre une réutilisation de ces données.
* Une fiche synthétique (maximum 4 pages) des résultats de l’étude sous format A4

Ces rendus ne pourront en aucun cas se résumer à la compilation des supports utilisés lors des comités de pilotage, mais bien prendre la forme de rapports d’études exhaustifs et clairs de façon à pouvoir être exploités indépendamment par la suite.

Le parfait achèvement de la mission sera donc conditionné par la transmission du prestataire à la commune de Saint-Nic, de la totalité des documents cités ci-dessus, réalisés dans le respect :

* + des délais impartis
  + du contenu précisé par le présent cahier des charges
  + des différentes formes de rendu exigées

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur au moment même de l’exécution de service (examen sommaire) conformément à l’article 26 du C.C.A.G.-P.I.

Les vérifications qualitatives consistent à la correspondance de la prestation exercée avec le bon de commande et sur l’absence de toute dégradation.

# MOYENS FOURNIS AU TITULAIRE

La commune de Saint-Nic mettra à disposition du titulaire du marché les documents dont elle dispose et fournira toutes les informations nécessaires ainsi que les introductions auprès de ses partenaires pour mener à bien l’étude. Une analyse préliminaire a été réalisée par Finistère Ingénierie Assistance et est jointe en annexe 1.

Le titulaire qui, au cours de l’exécution du marché reçoit de la part de l’ordonnateur, des documents ou autres renseignements, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements ou autres documents, ne peuvent, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, être communiqués à des tiers.

En particulier, le personnel du titulaire ainsi que, le cas échéant, celui des sous-traitants sont tenus à une obligation de confidentialité en ce qui concerne les informations recueillies au cours des entretiens ou celles qui lui sont communiquées pour l’exécution des prestations à réaliser.